



Loi L/2022/N° 0009 /CNT

PORTANT LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR L'ANNEE 2022

LE CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION,

Vu - La Charte de la transition ;

Vu - La Loi organique N°L/2012/012/CNT du 06 août 2012, relative aux Lois de Finances ;

Vu - La Loi N°005/2022/CNT du 19 août 2022, portant ratification de l'Ordonnance N°O/0011/PRG/CNRD/SGG du 31 décembre 2021, portant Loi de Finances Initiale pour l'année 2022 ;

Vu - L'Ordonnance N°/2021/001/PRG/CNRD/SGG du 17 septembre 2021, portant prorogation des lois nationales, des conventions, traités et accords internationaux en vigueur à la date du 05 septembre 2021 ;

Vu - Le Décret N°D/2022/0052/PRG/CNRD/SGG du 05 février 2022, portant nomination des Conseillers Nationaux de la Transition ;

Vu - Le Communiqué N°01/2021/PRG/CNRD du 05 septembre 2021, portant prise effective du pouvoir par les Forces de Défense et de Sécurité ;

Après en avoir délibéré, adopte la loi dont la teneur suit :

I. DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX RESSOURCES, AUX CHARGES ET A L'EQUILIBRE FINANCIER

ARTICLE PREMIER/ - Le budget révisé de l'Etat pour l'exercice 2022 est arrêté en recettes à **VINGT-SIX MILLE DEUX-CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLIARDS SEPT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLIONS TROIS-CENT-CINQUANTE-UN MILLE CENT QUATRE-VINGT-SEPT francs guinéens (26 292 781 351 187 GNF)** et en dépenses à **TRENTE MILLE SIX-CENT SOIXANTE-SIX MILLIARDS SIX-CENT-QUATRE-VINGT-DEUX MILLIONS TRENTE-DEUX MILLE HUIT-CENT-SOIXANTE-SEPT francs guinéens (30 666 682 032 367 GNF)** suivant la répartition fixée aux articles 2 et 3 ci-après :

A- DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

ARTICLE 2/ - Les recettes révisées du budget de l'Etat se décomposent ainsi qu'il suit :

RECETTES TOTALES.....	26 292 781 351 187
1- BUDGET GENERAL.....	25 124 328 991 085
* RECETTES FISCALES.....	22 415 079 575 441
* DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS.....	1 152 372 999 644
o Dons Appui Budgétaire.....	78 032 999 644
o Dons Projets et Programmes.....	1 074 340 000 000
* AUTRES RECETTES.....	1 556 876 416 000

2- BUDGETS D'AFFECTATION SPECIALE 1 168 452 360 102

▪ Fonds National de Développement Local (FNDL)	404 572 758 327
▪ Fonds Commun de l'Education (FCE)	329 020 016 000
▪ Fonds de Développement des Communes de Conakry (FODECCON)	300 001 999 666
▪ Fonds d'Investissement Minier (FIM)	134 857 586 109

La ventilation de ces recettes figure en annexe de la présente Loi.

B- DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

ARTICLE 3/ - Le montant des dépenses inscrites au titre du budget de l'Etat dans la Loi de Finances Rectificative pour 2022 se répartit comme suit :

DEPENSES TOTALES..... 30 666 682 032 867

1- BUDGET GENERAL..... 29 498 229 672 765

*** DEPENSES COURANTES..... 19 104 670 025 402**

* Charges Financières de la dette..... 731 694 001 000

○ dont dette intérieure..... 419 193 000 000
○ dont dette extérieure..... 312 501 001 000

* Dépenses de personnel..... 7 125 715 900 000

* Dépenses de biens et services..... 3 450 095 462 203

* Dépenses de transfert..... 7 797 164 662 199

*** DEPENSES D'INVESTISSEMENT..... 10 393 559 647 363**

*** Dépenses d'Investissement Projets..... 9 142 809 532 170**

• dont Financement Extérieur (FINEX)..... 4 121 240 000 000

• dont Ressources Intérieures..... 5 021 569 532 170

○ dont Prise en charge TVA sur FINEX..... 133 510 000 000

○ dont Ressources Propres..... 4 888 059 532 170

*** Dépenses d'Investissement Hors Projets..... 1 250 750 115 193**

• dont Acquisitions (hors projets) 338 873 588 193

• dont Prises de participation..... 189 246 527 000

• dont Fonds d'Entretien Routier 722 630 000 000

2- BUDGETS D'AFFECTATION SPECIALE 1 168 452 360 102

▪ Fonds National de Développement Local (FNDL)	404 572 758 327
▪ Fonds Commun de l'Education (FCE)	329 020 016 000
▪ Fonds de Développement des Communes de Conakry (FODECCON)	300 001 999 666
▪ Fonds d'Investissement Minier (FIM)	134 857 586 109

C- CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

ARTICLE 4/ - Pour la couverture du déficit budgétaire s'élevant à **quatre-mille trois-cent-soixante-treize milliards neuf cent millions six cent quatre-vingt-un mille six cent quatre-vingt francs guinéens (4 373 900 681 680 GNF)**, le Ministre en charge des Finances est autorisé à procéder :

- à des cessions d'actifs pour un montant de dix milliards trente millions francs guinéens (10 030 000 000 GNF) ;
- à des souscriptions d'emprunts pour un montant de dix-huit mille sept-cent vingt-cinq milliards quatre-cent-soixante-quinze millions cent quarante-deux mille trois-cent cinquante-six francs guinéens (18 725 475 142 356 GNF) ;
- à l'encaissement des droits de tirage spéciaux pour un montant de mille sept-cent quatre-vingt-huit milliards quatre cent quarante-sept millions sept cent treize mille sept cent dix francs guinéens (1 788 447 713 710 GNF) ;
- au rappel des cautions de garantie pour un montant de huit-cent soixante-trois milliards sept-cent quarante-quatre millions francs guinéens (863 744 000 000 GNF) ;
- au recouvrement des créances sur les entreprises et autres redevables pour deux-cent-neuf milliards deux-cent trente-un millions sept-cent soixante-deux mille francs guinéens (209 231 762 000 GNF) ;
- au recours aux ressources du compte Fonds Spécial Covid-19 en faveur du Ministère de la Santé pour un montant de trois-cent-quatre-vingt-douze milliards sept-cent-cinquante millions francs guinéens (392 750 000 000 GNF) ;
- au remboursement des emprunts obligataires pour un montant de huit-cent quarante milliards huit-cent quatre-vingt-trois millions francs guinéens (840 883 000 000 GNF) ;
- au règlement des titres d'Etat émis pour un montant de huit-cent soixante-quatorze milliards cinq-cent-soixante-dix millions francs guinéens (874 570 000 000 GNF) ;
- au paiement de la dette intérieure audité pour un montant de quatre-cents milliards francs guinéens (400 000 000 000 GNF) ;
- au remboursement du capital de la dette extérieure pour un montant de neuf-cent cinquante-quatre milliards trois-cent-dix millions francs guinéens (954 310 000 000 GNF) ;
- à la réduction des arriérés de paiement de l'exercice budgétaire 2021, pour un montant de deux mille six-cents milliards neuf-cents millions cent-soixante-seize mille trois-cent-quatre-vingt-cinq francs guinéens (2 600 900 176 385 GNF) ;
- au remboursement des bons du trésor (y compris les intérêts) pour un montant de onze mille cent-trente milliards francs guinéens (11 130 000 000 000 GNF) ;

- à établir des cautions de garantie pour un montant de huit cent quinze milliards cent quatorze millions sept cent soixante mille francs guinéens (815 114 760 000 GNF) ;
- à la validation des modifications des crédits budgétaires intervenues depuis la transmission du Projet de Loi de Finances Rectificative 2022 au Conseil National de la Transition.

II. DISPOSITIONS PARTICULIERES

A. DETAIL DES CREDITS PAR MINISTERES ET INSTITUTIONS

ARTICLE 5/ - Dans la limite des plafonds fixés à l'article 3 ci-dessus, les crédits hors FINEX et du BAS FCE, alloués aux ministères et institutions se présentent comme suit par section et titre (en milliers).

SECTION	NATURE	LFI 2022	LFR 2022	ECART
	INSTITUTIONS & MINISTERES	26 486 417 560	26 216 422 014	-269 995 546
01	PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE	673 099 324	668 727 194	-4 372 130
01	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	121 810 691	99 463 116	-22 347 575
01	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	413 678 395	433 025 209	19 346 814
01	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	122 610 238	131 738 869	9 128 631
01	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	15 000 000	4 500 000	-10 500 000
	dont Projet	15 000 000	4 500 000	-10 500 000
	dont hors Projet	0	0	0
02	PRIMATURE	89 455 433	68 857 823	-20 597 610
02	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	7 729 365	6 133 811	-1 595 554
02	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	67 390 883	60 236 547	-7 154 336
02	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	8 400 317	1 884	-8 398 433
02	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	5 934 868	2 485 581	-3 449 287
	dont Projet	0	0	0
	dont hors Projet	5 934 868	2 485 581	-3 449 287
03	MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	3 060 567 598	3 887 957 956	827 390 358
03	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	2 282 037 492	2 704 282 659	422 245 167
03	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	238 485 759	238 485 759	0
03	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	286 030 247	310 417 479	24 387 232
03	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	254 014 100	634 772 059	380 757 959
	dont Projet	230 014 100	610 772 059	380 757 959
	dont hors Projet	24 000 000	24 000 000	0
04	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	1 156 749 108	1 116 553 229	-40 195 878
04	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	46 451 747	45 713 760	-737 986
04	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	33 290 717	115 290 717	82 000 000
04	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	10 012 744	158 015 220	148 002 476
04	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 066 993 900	797 533 532	-269 460 368
	dont Projet	1 065 993 900	796 533 532	-269 460 368
	dont hors Projet	1 000 000	1 000 000	0
05	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	513 566 874	632 413 008	118 846 134
05	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	401 355 261	447 353 604	45 998 343
05	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	54 984 182	54 984 182	0
05	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	13 588 431	13 069 291	-519 140
05	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	43 639 000	117 005 931	73 366 931
	dont Projet	42 639 000	117 005 931	74 366 931
	dont hors Projet	1 000 000	0	-1 000 000

SECTION	NATURE	LFI 2022	LFR 2022	ECART
06	GARDE DES SCEAUX, MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME	309 347 748	317 493 662	8 145 914
06	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	192 823 526	198 064 127	5 240 601
06	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	40 489 648	40 489 648	0
06	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	26 408 574	26 185 521	-223 053
06	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	49 626 000	52 754 366	3 128 366
	dont Projet	47 626 000	50 754 366	3 128 366
	dont hors Projet	2 000 000	2 000 000	0
07	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION INTERNATIONALE, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	444 319 641	495 549 739	51 230 098
07	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	145 553 046	133 989 714	-11 563 332
07	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	199 999 995	264 686 484	64 686 489
07	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	44 500 000	46 638 540	2 138 540
07	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	54 266 600	50 235 000	-4 031 600
	dont Projet	52 266 600	43 266 000	-9 000 600
	dont hors Projet	2 000 000	6 969 000	4 969 000
09	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN	1 956 939 954	1 445 982 244	-510 957 709
09	T1 CHARGE FINANCIERE DE LA DETTE	1 267 374 001	731 694 001	-535 680 000
09	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	209 678 738	219 430 199	9 751 461
09	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	104 795 108	109 895 108	5 100 000
09	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	7 775 910	61 736 540	53 960 630
09	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	367 316 197	323 226 397	-44 089 800
	dont Projet	175 069 670	130 979 870	-44 089 800
	dont hors Projet	192 246 527	192 246 527	0
10	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	133 197 623	118 489 161	-14 708 461
10	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	64 513 476	43 949 110	-20 564 366
10	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	11 072 502	13 500 709	2 428 207
10	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	30 611 644	32 013 702	1 402 057
10	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	27 000 000	29 025 640	2 025 640
	dont Projet	26 000 000	18 300 000	-7 700 000
	dont hors Projet	1 000 000	10 725 640	9 725 640
11	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	752 174 318	655 778 576	-96 395 742
11	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	108 870 356	89 766 684	-19 103 672
11	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	311 906 990	288 673 290	-23 233 700
11	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	206 866 171	141 918 968	-64 947 203
11	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	124 530 800	135 419 634	10 888 834
	dont Projet	72 530 800	84 264 113	11 733 313
	dont hors Projet	52 000 000	51 155 521	-844 479
12	MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L'ECONOMIE MARITIME	99 677 187	111 884 058	12 206 871
12	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	35 914 042	34 462 806	-1 451 235
12	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	6 513 146	6 317 425	-195 721
12	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	15 000 000	14 279 439	-720 561
12	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	42 250 000	56 824 388	14 574 388
	dont Projet	3 250 000	32 775 539	29 525 539
	dont hors Projet	39 000 000	24 048 849	-14 951 151
13	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	84 105 562	221 624 182	137 518 619

SECTION	NATURE	LFI 2022	LFR 2022	ECART
13	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	46 745 575	45 705 398	-1 040 177
13	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	9 933 227	10 140 317	207 090
13	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	8 000 000	7 788 956	-211 044
13	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	19 426 760	157 989 510	138 562 750
	dont Projet	19 426 760	157 989 510	138 562 750
	dont hors Projet	0	0	0
14	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS	2 036 383 581	1 680 706 652	-355 676 928
14	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	85 976 496	57 516 166	-28 460 330
14	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	15 847 819	15 847 819	0
14	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	26 000 000	33 190 578	7 190 578
14	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 908 559 266	1 574 152 090	-334 407 176
	dont Projet	1 906 559 266	1 573 552 090	-333 007 176
	dont hors Projet	2 000 000	600 000	-1 400 000
15	MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	279 624 346	569 263 062	289 638 716
15	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	33 847 775	32 556 105	-1 291 671
15	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	4 400 817	4 400 817	0
15	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	27 992 804	26 655 564	-1 337 240
15	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	213 382 950	505 650 576	292 267 626
	dont Projet	212 382 950	504 650 576	292 267 626
	dont hors Projet	1 000 000	1 000 000	0
16	MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	158 731 140	146 917 426	-11 813 715
16	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	52 013 742	50 137 959	-1 875 784
16	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	25 310 152	23 871 153	-1 438 999
16	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	20 517 926	23 314 224	2 796 298
16	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	60 889 320	49 594 090	-11 295 230
	dont Projet	57 889 320	47 304 090	-10 585 230
	dont hors Projet	3 000 000	2 290 000	-710 000
18	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	2 036 256 947	1 732 092 756	-304 164 191
18	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	281 205 894	290 200 640	8 994 745
18	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	531 635 816	403 946 152	-127 689 664
18	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	404 698 063	412 989 535	8 291 472
18	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	818 717 174	624 956 430	-193 760 744
	dont Projet	792 717 174	598 956 430	-193 760 744
	dont hors Projet	26 000 000	26 000 000	0
19	MINISTERE DE LA PROMOTION FEMININE, DE L'ENFANCE ET DES PERSONNES VULNERABLES	218 339 058	181 300 347	-37 038 710
19	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	31 330 250	30 987 762	-342 488
19	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	74 517 108	59 742 108	-14 775 000
19	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	28 500 000	46 113 777	17 613 777
19	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	83 991 700	44 456 700	-39 535 000
	dont Projet	81 991 700	43 456 700	-38 535 000
	dont hors Projet	2 000 000	1 000 000	-1 000 000
20	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE-UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	1 810 355 410	1 977 592 483	167 237 073
20	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	1 547 929 999	1 673 582 371	125 652 372
20	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	130 225 411	187 889 411	57 664 000
20	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	17 000 000	18 334 213	1 334 213
20	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	115 200 000	97 786 488	-17 413 512
	dont Projet	94 200 000	76 786 488	-17 413 512
	dont hors Projet	21 000 000	21 000 000	0

SECTION	NATURE	LFI 2022	LFR 2022	ECART
21	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	262 552 511	255 759 797	-6 792 714
21	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	109 947 511	125 055 418	15 107 907
21	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	43 580 992	43 580 992	0
21	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	73 531 708	61 075 370	-12 456 338
21	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	35 492 300	26 048 017	-9 444 283
	dont Projet	34 492 300	25 048 017	-9 444 283
	dont hors Projet	1 000 000	1 000 000	0
22	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION	86 296 374	117 995 665	31 699 291
22	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	35 353 901	34 795 704	-558 197
22	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	8 010 087	26 131 774	18 121 687
22	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	5 152 386	4 924 406	-227 980
22	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	37 780 000	52 143 781	14 363 781
	dont Projet	35 780 000	50 143 781	14 363 781
	dont hors Projet	2 000 000	2 000 000	0
23	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	199 178 148	404 099 853	204 921 705
23	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	58 072 971	35 801 816	-22 271 156
23	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	59 459 176	114 121 340	54 662 164
23	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	21 156 000	19 656 596	-1 499 404
23	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	60 490 000	234 520 100	174 030 100
	dont Projet	58 570 000	233 100 100	174 530 100
	dont hors Projet	1 920 000	1 420 000	-500 000
24	CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION	108 436 377	178 217 293	69 780 916
24	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	58 436 377	58 436 377	0
24	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	50 000 000	99 780 916	49 780 916
24	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	20 000 000	20 000 000
	dont Projet	0	20 000 000	20 000 000
	dont hors Projet	0	0	0
25	COUR SUPREME	64 356 450	61 508 698	-2 847 752
25	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	37 616 962	34 769 210	-2 847 752
25	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	18 131 498	18 131 498	0
25	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	8 607 990	8 607 990	0
	dont Projet	8 607 990	8 607 990	0
	dont hors Projet	0	0	0
26	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	16 740 481	16 749 481	9 000
26	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	1 740 481	1 749 481	9 000
26	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	15 000 000	15 000 000	0
	dont Projet	0	0	0
	dont hors Projet	0	0	0
28	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	29 052 598	30 540 124	1 487 526
28	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	8 353 540	8 474 811	121 271
28	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	7 644 589	7 940 371	295 782
28	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	2 054 470	1 924 943	-129 527
28	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	11 000 000	12 200 000	1 200 000
	dont Projet	10 000 000	2 000 000	-8 000 000
	dont hors Projet	1 000 000	10 200 000	9 200 000

SECTION	NATURE	LFI 2022	LFR 2022	ECART
30	SECRETARIAT GENERAL AUX AFFAIRES RELIGIEUSES	52 961 155	94 483 524	41 522 369
30	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	7 166 995	6 894 402	-272 593
30	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	7 240 000	7 633 750	393 750
30	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	19 950 000	57 351 212	37 401 212
30	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	18 604 160	22 604 160	4 000 000
	dont Projet	17 604 160	22 604 160	5 000 000
	dont hors Projet	1 000 000	0	-1 000 000
31	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	282 375 721	224 929 710	-57 446 011
31	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	115 271 178	109 041 561	-6 229 617
31	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	75 261 197	62 040 427	-13 220 770
31	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	15 007 246	15 024 510	17 264
31	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	76 836 100	38 823 212	-38 012 888
	dont Projet	75 836 100	37 823 212	-38 012 888
	dont hors Projet	1 000 000	1 000 000	0
33	GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	16 670 275	16 223 186	-447 089
33	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	582 868	575 909	-6 959
33	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	16 087 407	15 647 277	-440 130
	dont Projet	0	0	0
	dont hors Projet	0	0	0
34	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	1 048 875 795	1 102 202 896	53 327 101
34	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	182 143 199	203 571 290	21 428 091
34	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	57 578 449	78 630 276	21 051 827
34	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	655 826 097	665 530 957	9 704 860
34	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	153 328 050	154 470 373	1 142 323
	dont Projet	151 328 050	152 094 773	766 723
	dont hors Projet	2 000 000	2 375 600	375 600
35	ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	88 946 140	86 387 007	-2 559 133
35	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	660 813	373 080	-287 733
35	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	38 285 327	36 013 927	-2 271 400
35	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	50 000 000	50 000 000	0
	dont Projet	50 000 000	50 000 000	0
	dont hors Projet	0	0	0
36	MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'HYDRAULIQUE ET DES HYDROCARBURES	4 681 609 702	4 223 921 899	-457 687 804
36	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	35 452 831	34 430 440	-1 022 391
36	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	561 304 265	540 650 965	-20 653 300
36	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	3 975 030 096	3 551 969 893	-423 060 203
36	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	109 822 510	96 870 600	-12 951 910
	dont Projet	107 822 510	94 870 600	-12 951 910
	dont hors Projet	2 000 000	2 000 000	0
37	MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	105 934 784	116 305 672	10 370 888
37	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	23 121 980	22 299 169	-822 811
37	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	8 605 584	10 605 584	2 000 000
37	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	4 875 650	9 666 245	4 790 595
37	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	69 331 570	73 734 674	4 403 104
	dont Projet	68 331 570	72 734 674	4 403 104
	dont hors Projet	1 000 000	1 000 000	0

SECTION	NATURE	LFI 2022	LFR 2022	ECART
43	MINISTERE DE LA CULTURE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	102 573 078	137 260 180	34 687 101
43	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	41 790 226	40 620 837	-1 169 388
43	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	25 280 057	28 464 157	3 184 100
43	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	16 145 066	25 572 256	9 427 190
43	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	19 357 730	42 602 930	23 245 200
	dont Projet	17 357 730	40 902 930	23 545 200
	dont hors Projet	2 000 000	1 700 000	-300 000
46	SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	0	15 612 440	15 612 440
46	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	0	5 112 440	5 112 440
46	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0	10 500 000	10 500 000
	dont Projet	0	10 500 000	10 500 000
	dont hors Projet	0	0	0
64	- MINISTERE DU BUDGET	162 785 089	125 117 112	-37 667 977
64	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	56 930 770	75 118 022	18 187 252
64	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	31 424 739	26 299 739	-5 125 000
64	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	429 580	774 350	344 770
64	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	74 000 000	22 925 000	-51 075 000
	dont Projet	73 000 000	15 800 000	-57 200 000
	dont hors Projet	1 000 000	7 125 000	6 125 000
73	COUR DES COMPTES	59 019 929	57 065 049	-1 954 880
73	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	20 519 929	18 565 049	-1 954 880
73	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	38 500 000	38 500 000	0
	dont Projet	0	0	0
	dont hors Projet	0	0	0
99	DEPENSES COMMUNES	3 305 162 101	2 922 858 869	-382 303 232
99	T2 DEPENSES DE PERSONNEL	357 213 277	111 847 332	-245 365 944
99	T3 DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	283 142 187	166 875 135	-116 267 053
99	T4 DEPENSES DE TRANSFERT	1 751 779 950	1 656 218 005	-95 561 945
99	T5 DEPENSES D'INVESTISSEMENT	913 026 686	987 918 397	74 891 711
	dont Projet	262 850 000	133 510 000	-129 340 000
	dont hors Projet	650 176 686	854 408 397	204 231 711

B. DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DU FONDS DE DEVELOPPEMENT DES COMMUNES DE CONAKRY (FODECCON)

ARTICLE 6/ - Les ressources du Budget d'affectation spéciale Fonds de Développement des Communes de Conakry sont constituées de 6,24% des recettes douanières telles que définies en Loi de Finances 2021.

Les charges du FODECCON sont relatives au financement des projets et programmes de type communautaire élaborés par les collectivités locales de Conakry avec l'appui de l'Agence Nationale de Financement des Collectivités (ANAFIC).

C. DISPOSITIONS RELATIVES A LA MODIFICATION DE CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE GENERAL DES IMPOTS

ARTICLE 7/ - Il est inséré le 4 au I de l'article 251 du Code Général des Impôts, et ainsi rédigé :

- 4. « les importations, exportations, ventes et prestations de service des personnes physiques et morales non connues de l'Administration fiscale ou celles qualifiées de défailtants chroniques indépendamment de l'acompte sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux ».

ARTICLE 8/ - Il est inséré le 3 au II de l'article 251 du Code Général des Impôts, et ainsi rédigé :

- 3. « vingt pourcent (20%) pour les opérations visées au 4 du I ».

ARTICLE 9/ - L'article 265 du Code Général des Impôts est modifié et ainsi rédigé :

Art.265 : « Le taux de la contribution foncière unique est fixé comme suit :

1. pour les propriétés à usage d'habitation occupées par les propriétaires à cinq pourcent (5%) de la valeur locative réelle annuelle ;
2. pour les propriétés à usage professionnel occupées par les propriétaires à dix pourcent (10%) de la valeur locative réelle annuelle ;
3. pour les propriétés louées à quinze pourcent (15%) de la valeur locative réelle annuelle ;
4. pour les propriétés achevées non occupées, à vingt pourcent (20%) de la valeur locative annuelle estimée ».

ARTICLE 10/ - Les articles 1019-I, 1030-I, 1067-I, 1070 et 1104 du Code Général des Impôts sont modifiés et ainsi rédigés :

Art.1019-I : « Lorsque le redevable ne s'acquitte pas des sommes mentionnées sur l'Avis de Mise en Recouvrement dans un délai de **dix (10) jours**, le receveur des impôts lui adresse une mise en demeure de payer dans un délai de **dix (10) jours** suivant sa notification ».

Art.1030-I : « Le receveur des impôts peut, sur décision du Directeur Général ou de son représentant, prononcer la fermeture administrative, pour une durée n'excédant pas quinze (15) jours, des locaux professionnels des personnes sur lesquelles il dispose d'une créance privilégiée supérieure à dix millions (10 000 000) de francs guinéens, **72 heures après réception de l'Avis de Fermeture** ».

Art.1067-I : « les demandes d'éclaircissements et de justifications doivent indiquer explicitement les points sur lesquels elles portent et que le contribuable dispose d'un délai de quinze (15) jours pour y répondre ».

ARTICLE 11/ - Après le VI de l'article 1070 du Code Général des Impôts, il est inséré le VII ainsi rédigé :

Art.1070 :

VII. « Les personnes ou les organismes assujettis au droit de communication, disposent d'un délai de quinze (15) jours pour y répondre ».

ARTICLE 12/ - L'article 1077-I est modifié et complété ainsi qu'il suit :

Art. 1077-I : « les agents des impôts ayant au moins le grade d'inspecteur disposent d'une procédure d'enquête administrative afin de rechercher les manquements aux règles de facturation, de tenue de comptabilité et de déclaration des impôts, droits et taxes indirectes auxquelles sont soumis les assujettis à la TVA ».

ARTICLE 13/ - Les dispositions de l'article 1104-I du Code Général des Impôts sont complétées et ainsi rédigées :

Art. 1104-I : « lorsque les bases d'imposition sont établies à partir de documents comptables, l'Administration fiscale est habilitée à procéder à une vérification sur place de ces documents en plus du simple examen du dossier ».

Cette vérification de la comptabilité peut être soit :

- a. Une vérification ponctuelle ou partielle limitée à certains impôts, ou à une période donnée dont la durée de vérification n'excède pas un (1) mois ;
- b. Une vérification générale : portée sur l'ensemble des impôts ou taxes auxquels le contribuable est assujéti.

ARTICLE 14/ - L'article 1142-II.2.a du Code Général des Impôts est modifié et ainsi rédigé :

a - « de l'exercice du droit d'enquête pour manquement aux règles de facturations, de tenue de comptabilité et de déclarations des impôts droits et taxes indirectes prévues aux articles 1077 et suivants » ;

ARTICLE 15/ - L'article 1232 III du Code Général des Impôts est modifié et ainsi rédigé :

Art. 1232-III : « La décision de dégrèvement d'office appartient :

1. Au Directeur Général des Impôts dans la limite maximum de cent milliards (100 000 000 000) de francs guinéens ;

2. Au Ministre chargé des Finances au-delà de cent milliards (100 000 000 000) de francs guinéens ».

ARTICLE 16/ - L'article 1233 du Code Général des Impôts est complété et ainsi rédigé :

Art. 1233 : « le contribuable qui obtient un dégrèvement suite à une décision de l'administration fiscale, du Ministre chargé des finances ou du tribunal ne peut prétendre à des dommages et des intérêts ou à des indemnités quelconques, à l'exception des intérêts moratoires prévus à l'article 1234 ».

D. DISPOSITIONS RELATIVES A LA CREATION DU BUDGET D'AFFECTIONATION SPECIALE « FONDS D'INVESTISSEMENT MINIER »

ARTICLE 17/- Il est créé un Budget d'Affectation Spéciale dénommé « Fonds d'Investissement Minier », en abrégé « FIM ».

ARTICLE 18/- Les ressources du Budget d'Affectation Spéciale « Fonds d'Investissement Minier » sont constituées du prélèvement à la source de 5% des recettes minières telles que définies à l'article 165 du code minier.

ARTICLE 19/- Le Fonds d'Investissement Minier a pour objet le Financement de la Recherche minière, de la formation ainsi que des actions concourant à la promotion du secteur minier à travers l'entité de Gestion du Patrimoine Minier. Il intervient notamment dans :

- le financement de tout ou partie des projets de recherches géologiques et des contrats de prestations des géo services ;
- le financement des activités de renforcement des capacités du personnel relatives au développement du secteur minier;

- le financement de tout ou partie des prises de participations de l'Etat dans le secteur minier;
- le financement du contrôle de l'Activité minière particulièrement du Cadastre et le contrôle quantitatif et qualitatif des produits miniers et pétroliers, exercés par les directions nationales des Mines, de la Géologie, par l'Inspection Générale des Mines et de la Géologie et par la Brigade antifraude ;
- le financement des actions de promotion du secteur minier.

ARTICLE 20/- La gestion du BAS/FIM ainsi que son mécanisme de fonctionnement et d'opérationnalisation obéissent aux principes et règles qui régissent le budget de l'Etat.

III. DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 21/- La date limite des engagements budgétaires pour l'exercice 2022 est fixée au 30 novembre 2022.

ARTICLE 22/- Les dépenses engagées et liquidées au cours de l'exercice budgétaire peuvent être payées après la fin de cet exercice au cours d'une période complémentaire dont la durée ne peut excéder trente (30) jours.

ARTICLE 23/- Lorsqu'une Loi de Finances Rectificative est promulguée au cours du dernier mois de l'exercice budgétaire, les opérations de dépenses qu'elle prévoit peuvent être engagées et payées au cours de cette période complémentaire.

ARTICLE 24/- Seules les opérations de régularisation d'ordre comptable peuvent être effectuées au cours de la période d'inventaire d'une durée maximum de deux (02) mois à compter de la fin de l'année civile.

La date de clôture de toutes les opérations budgétaires de l'exercice 2022 est fixée au 28 février 2023.

ARTICLE 25/- La présente Loi qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République de Guinée.

Conakry, le2022

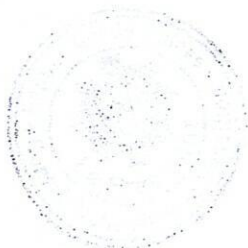
Pour la Plénière



Le Secrétaire de Séance

Le Président de Séance
Le Président du Conseil National de la Transition

Madame Fanta CONTE



Dr. Dansa KOUROUMA

DECRET D/2022/ 0434 /PRG/CNRD/SGG
PORTANT PROMULGATION DE LA LOI L/2022/0009/CNT
DU 24 SEPTEMBRE 2022

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION

Vu - La Charte de la transition ;

DECRETE

Article premier : Est promulguée, à l'effet de sa mise en application, la Loi L/2022/0009/CNT du 24 septembre 2022, portant Loi de Finances Rectificative pour l'année 2022.

Article 2 : Le présent Décret qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Conakry, le 27 SEPT 2022



Colonel Mamadi DOUMBOUYA